



Postulat : Eduquer les élèves à l'usage des réseaux sociaux

Depuis quelques années, le recours considérable de mineurs de plus en plus jeunes (enfants ou adolescents) aux réseaux sociaux interpelle. Ces nouvelles façons de communiquer permettent aux mineurs de partager leurs centres d'intérêts, d'échanger, de nourrir leur curiosité et de se divertir.

Parallèlement, ce phénomène présente aussi des problèmes récurrents, dont les effets se font de plus en plus ressentir. Désinhibés, en quelques clics, certains jeunes s'autorisent des comportements qu'ils ne se permettraient pas « dans la vie réelle » : insultes, diffamations, calomnies, humiliation, publications d'images à contenu sexuel.

Par effet d'entraînement, ces propos dirigés contre un groupe ou un individu peut en quelques heures à peine créer des préjudices irréversibles auprès de leurs victimes. Les réseaux sociaux deviennent aussi parfois des espaces privilégiés par les pédophiles pour appâter leurs victimes mineures.

Les violences constatées sur les réseaux sociaux se répercutent souvent rapidement dans la vie réelle : règlements de comptes par groupes interposés, rixes, violences et abus. Le règlement de compte intervenu dans la nuit du 16 novembre 2013 devant un club lausannois ou la rixe du 20 janvier 2014 au sein du collège Arnold Reymond à Pully en sont quelques exemples. S'agissant des parents, la maîtrise technique de leurs enfants en matière de réseaux sociaux et leur accès facilité à Internet dépasse souvent les leurs et les empêche de veiller comme ils le souhaiteraient à l'usage que leurs enfants en font.

Sur le plan juridique, plusieurs des propos publiés sur les réseaux sociaux constituent des infractions pénales, poursuivies sur plainte, voire parfois d'office. Au niveau civil, les atteintes souvent graves à la personnalité contenues dans les propos portés à la connaissance d'innombrables internautes, peuvent aussi engendrer des dédommagements.

Toutefois, les atteintes irréversibles provoquées par ces violences sur les réseaux sociaux ne sauraient se limiter à des procédures judiciaires. Au surplus, les priorités affichées notamment par le Préposé fédéral à la protection des données, donnent à penser que ces phénomènes risquent, en l'absence de nouvelles mesures concrètes, de s'amplifier.¹

Le Département de la jeunesse, de la formation et de la culture (DFJC) et le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) ont déjà pris des mesures pour enrayer ce phénomène. Grâce à l'Unité de promotion de la santé et de la prévention en milieu scolaire (PSPS) mise en place par le Service de l'enseignement spécialisé et du soutien à la formation (SESAP) en partenariat avec le Service de santé publique (SSP), plusieurs élèves du canton bénéficient déjà de cours de prévention sur les réseaux sociaux. Des organisations comme *Pro Juventute* ou *Action Innocence* sont associées à ces cours de prévention et sont à l'origine de campagnes de sensibilisation.

Parallèlement, certains établissements scolaires prévoient des dispositions relatives à l'usage par les élèves des téléphones portables et téléphones intelligents.

De façon à faire profiter l'ensemble des élèves du canton de la prévention contre les risques présentés par l'usage à mauvais escient des réseaux sociaux, les député-e-s soussigné-e-s prient le Conseil d'Etat en concertation avec les associations compétentes et le Bureau de la Préposée à la protection des données :

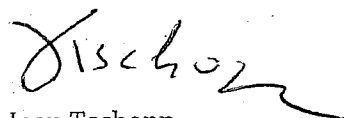
./.

¹ Préposé fédéral à la protection des données, *Rapport d'activités 2012-2013*, Explications concernant les mises au pilori sur Internet.

1. d'étendre le dispositif de prévention aux élèves en scolarité obligatoire n'en bénéficiant pas encore
2. d'établir un cadre réglementaire commun aux établissements scolaires du canton en matière d'usage des téléphones portables et téléphones intelligents par les élèves
3. de mettre sur pied des mécanismes de signalement et de mise en alerte, sous couvert d'anonymat, destinés à prévenir l'imminence de rixes ou de règlements de comptes par groupes interposés.

Nous demandons le renvoi du présent postulat à une commission.

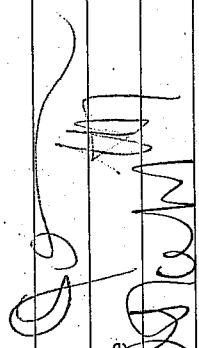
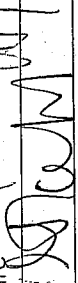
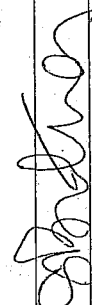
Souhaite développer.

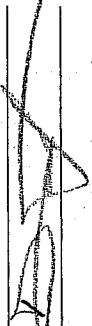
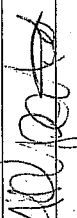
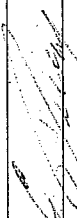
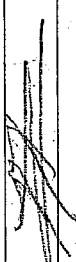
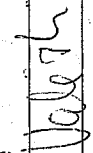
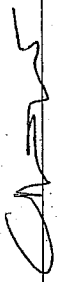


Jean Tschopp

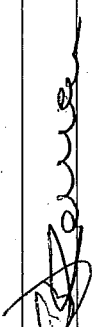
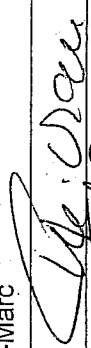
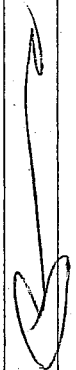
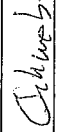
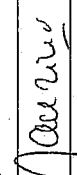
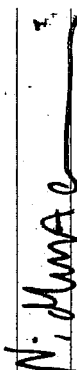
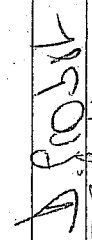
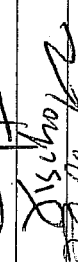
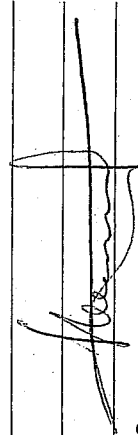
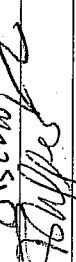
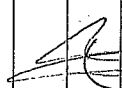
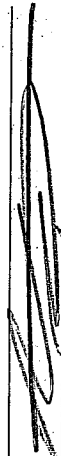
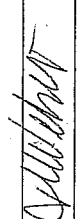
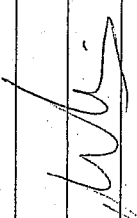
28/01/2014, Lausanne

Liste des députés signataires – état au 21 janvier 2014

Aellen Catherine	
Ansermet Jacques	
Apothélosz Stéphanie	
Attinger Doepper Claire	
Aubert Mireille	
Baehler Bech Anne	
Ballif Laurent	
Bally Alexis	
Bendahan Samuel	
Berthoud Alexandre	
Bezençon Jean-Luc	
Blanc Mathieu	
Bolay Guy-Philippe	
Bonny Dominique-Richard	
Borloz Frédéric	
Bory Marc-André	
Bovay Alain	
Brélaz Daniel	
Brélaz François	
Buffat Marc-Olivier	
Buffat Michaël	
Butera Sonya	
Cachin Jean-François	
Calpini Christa	
Capt Gloria	

Chapalay Albert	
Chappuis Laurent	
Cherbuin Amélie	
Chevalley Christine	
Chollet Jean-Luc	
Chollet Jean-Marc	
Christen Jérôme	
Christin Dominique-Ella	
Collet Michel	
Cornamusaz Philippe	
Courdesse Régis	
Cretegny Gérald	
Cretegny Laurence	
Crottaz Brigitte	
De Montmollin Martial	
Debluë François	
Démétriades Alexandre	
Desmeules Michel	
Despot Fabienne	
Devaud Grégory	
Divorne Didier	
Dolivo Jean-Michel	
Ducommun Philippe	
Dupontet Aline	
Durussel José	
Duvoisin Ginette	
Ehrwein Nihan Céline	
Epars Olivier	
Favez Jean-Michel	
Favrod Pierre-Alain	
Ferrari Yves	
Freymond Cantone Fabienne	
Gander Hugues	
Genton Jean-Marc	
Germain Philippe	
Glauser Alice	
Glauser Nicolas	
Golaz Olivier	
Grandjean Pierre	
Grobéty Philippe	
Guignard Pierre	
Haldy Jacques	
Haury Jacques-André	
Hurni Véronique	
Induni Valérie	
Jaquet-Berger Christiane	
Jaquier Rémy	
Jobin Philippe	
Junglaus Delarze Suzanne	
Kappeler Hans Rudolf	

Liste des députés signataires – état au 21 janvier 2014

Kernen Olivier		Nicolet Jean-Marc		Rydlo Alexandre	
Kunze Christian		Oran Marc		Schaller Graziella	
Labouchère Catherine		Papilloud Anne		Schobinger Bastien	
Lachat Patricia		Payot François		Schwaar Valérie	
Luisier Christelle		Pernoud Pierre-André		Schwab Claude	
Mahaim Raphaël		Perrin Jacques		Sonnay Eric	
Maillefer Denis-Olivier		Pidoux Jean-Yves		Sordet Jean-Marc	
Manzini Pascale		Pillonel Cédric		Surer Jean-Marie	
Marion Axel		Podio Sylvie		Thuillard Jean-François	
Mattenberger Nicolas		Probst Delphine		Tosato Oscar	
Matter Claude		Randin-Philippe		Treboux Maurice	
Mayor Olivier		Rapaz Pierre-Yves		Trolliet Daniel	
Meienberger Daniel		Ravenel Yves		Tschopp Jean	
Meldem Martine		Renaud Michel		Uffer Filip	
Melly Serge		Rey-Marion Aliette		Venizelos Vassilis	
Meyer Roxanne		Rezzo Stéphane		Voiblet Claude-Alain	
Miéville Laurent		Richard Claire		Volet Pierre	
Miéville Michel		Riesen Werner		Vuarnoz Annick	
Modoux Philippe		Rochat Nicolas		Vuillemin Philippe	
Mojon Gérard		Romano Myriam		Weber-Jobé Monique	
Montangero Stéphane		Roulet Catherine		Wehrli Laurent	
Mossi Michele		Roulet-Grin Pierrette		Wüthrich Andreas	
Neirynck Jacques		Rubattel Denis		Wyssa Claudine	
Neyroud Maurice		Ruch Daniel		Yersin Jean-Robert	
Nicolet Jacques		Ruiz Rebecca		Züger Eric	